



Il faut trouver une alternative aux abris PC

À Genève comme à Lausanne, les abris PC sont de plus en plus décriés. Article du journal Le Temps.

Un collectif de huit associations interpelle les autorités sur la prise en charge insuffisante des SDF à Genève. Il espère que le canton s'inspire de Lausanne et cesse de recourir aux abris de la protection civile.

Chaque année, c'est la même litanie. Les abris antiatomiques ouvrent avec le début des grands froids puis ferment avec l'arrivée du printemps. Du jour au lendemain, les sans-abri du canton retrouvent la rue. Inlassablement, les associations convoquent la presse et réaffirment les besoins grandissants. Cette «solution provisoire qui dure depuis dix-sept ans», les acteurs sociaux n'en veulent plus. «Ces bunkers coûtent cher et ne fournissent pas des conditions de vie dignes, ils accentuent au contraire la précarisation», tance Dominique Froidevaux, directeur de Caritas Genève, qui appelle les autorités à «sortir de la paralysie».

Pour la première fois cette année, la fermeture du dispositif hivernal s'est transformée en action militante de la part des huit associations réunies en collectif, dont Caritas, le Centre social protestant (CSP) et l'Armée du Salut. Dès la première nuit, les structures existantes sont saturées. A l'Armée du Salut, la police doit intervenir. En moins de 24 heures, le collectif monte 200 tentes sur la plaine de Plainpalais. Deux jours plus tard, une Halte de nuit gratuite est installée aux Acacias (dans les locaux du CARÉ) uniquement grâce à des bénévoles. D'emblée, les 80 matelas sont occupés, la preuve pour le collectif que l'«urgence humanitaire» existe.

Tâche régalienn

Ils seraient environ 400, à Genève, à dormir dans les parcs, les cages d'escalier et même les échafaudages. Des personnes de passage, des mineurs non accompagnés, des migrants, des familles, des Roms, mais des Suisses aussi. Selon le premier bilan de l'hiver, 34% des personnes hébergées en abris PC ont droit à des prestations sociales, souligne Alain Bolle, directeur du CSP. «Aujourd'hui, la ville de Genève fait son possible, mais le canton bricole avec des bouts de ficelle et les communes ne font rien, résume-t-il. Face à l'ampleur des besoins, il faut un dispositif cantonal transversal qui prenne en compte les risques encourus par cette population en termes de santé et de sécurité.» Alors que le fonctionnement de la Halte a été assuré in extremis jusqu'au 5 mai, les associations réclament un budget annuel de 1 million de francs pour assurer sa pérennisation.

Les associations ont entamé un bras de fer avec les autorités communales et cantonales. Un changement de ton que Thierry Apothéloz, ministre chargé du Département de la cohésion sociale, n'a de prime abord pas apprécié. Il a déploré la méthode de l'opération tentes, tout en reconnaissant sur les ondes de Radio Lac la nécessité d'une meilleure coordination. Depuis, son département a accordé un soutien de 20 000 francs, en urgence, pour couvrir une partie des charges de la Halte de nuit. Alors que l'avenir du lieu reste incertain, Thierry Apothéloz n'a pas répondu à nos sollicitations.

Une urgence qui perdure

De plus en plus décriés, les abris PC sont dans le viseur des associations. «Misère et promiscuité créent un cocktail explosif, déplore Valérie Spagna, directrice de l'accueil de nuit à l'Armée du Salut. Cette saison a été particulièrement animée pour le personnel. Les tensions intercommunautaires resurgissent avec des règles de fonctionnement très contraignantes, qui imposent de dévoiler son identité et de se présenter à heure fixe sous peine de perdre sa place.» À l'inverse, la Halte, avec son accueil libre, son vis-à-vis humain et la possibilité d'entrer et sortir change, selon elle, complètement la donne.

Cité en exemple par le collectif, le canton de Vaud fait figure de bon élève. Lausanne, qui compte environ 250 sans-abri, a fermé ses abris PC l'hiver dernier. «On a compris que les conditions de vie dans les abris affaiblissent des personnes déjà très vulnérables, détaille Oscar Tosato, municipal de la cohésion sociale. On tente de les éviter au maximum, mais il n'est pas exclu de les rouvrir en cas d'extrême urgence.» A la place, la municipalité a investi un hôtel voué à la démolition près de la gare. Une solution provisoire encore une fois. Dès 2021, l'immeuble social de Saint-Martin prendra le relais en réunissant toutes les prestations sociales en son sein: accueil de jour, repas, consigne à bagages et plus de 60 places d'hébergement en appartement communautaire.

Migration et précarité

En première ligne pour gérer l'accueil des sans-abri, les villes se sentent parfois abandonnées. A Lausanne, comme à Genève, le financement reste la clé. «Depuis cette année, l'hébergement de nuit est pris en charge par la facture sociale, à parts égales entre canton et communes, mais certaines structures, comme le Répît de Mère Sofia, reste entièrement à la charge de la ville», souligne Oscar Tosato. Alors que la population migrante constitue 90% de la demande, il insiste sur la responsabilité des autorités cantonales et nationales en matière d'accueil des réfugiés.

Ce manque de soutien, Michel Cornut, ancien chef du service social de la ville de Lausanne, l'a aussi constaté durant ses douze ans d'activité. «Pendant que chacun se renvoie la patate chaude, la détresse augmente.» A ses yeux, si l'on ne veut pas fermer les frontières comme certains le préconisent, il faut développer une politique publique d'envergure nationale qui empoigne à la fois le problème de la migration et celui de l'extrême précarité. «Les villes ne peuvent pas l'affronter seules et se contenter de bricoler, année après année.»

Auteur

Sylvia Revello, Le Temps

